

POINT DE VUE

# Bilan de Santé : « il faut agir à l'américaine ! »

par Philippe PINTA, Président de l'AGPB-Céréaliers de France, Président d'ORAMA



Dès leur officialisation, ORAMA a condamné les propositions de la Commission européenne pour le Bilan de Santé de la PAC.

En préconisant un nouveau rétrécissement du champ de l'intervention et une abolition définitive de la jachère obligatoire, en proposant pour les paiements directs des aménagements (harmonisation des montants/hectare, modulation accrue, plafonnement) particulièrement pénalisants pour les producteurs de céréales et d'oléoprotéagineux, la Commission tend à exposer ces derniers à des risques importants. Du fait des aléas affectant les récoltes européennes et mondiales, ils auront toujours à faire face, en effet, à d'amples fluctua-

tions de marché. En outre, si les prix mondiaux retrouvaient leurs niveaux antérieurs, les désordres monétaires internationaux pourraient avoir un violent impact sur leurs comptes d'exploitation. Comment oublier enfin, à ce sujet, que les Etats-Unis s'apprentent à consolider les aides -couplées comme découplées, peu importent les prescriptions de l'OMC qui permettent à leurs agriculteurs d'aborder les marchés à n'importe quel prix.

A vrai dire, venant de la Commission, ces propositions n'étonnent pas. Elle ne font que confirmer les ambitions intimes qu'elle nourrit en matière agricole : d'une part, s'impliquer le moins possible face aux mouvements erratiques de la production et des

marchés ; d'autre part, retrouver des marges budgétaires au profit de l'aménagement rural. Tout cela est cohérent avec ses abandons à répétition dans les négociations de l'OMC. Tout cela est conforme à sa vision libérale -et par conséquent réduite- de l'agriculture.

Il serait en revanche beaucoup plus navrant que les autorités françaises se laissent aller elles aussi à une telle inconsistance vis-à-vis du secteur des céréales et des oléoprotéagineux.

En termes d'instruments de politique céréalière et oléoprotéagineuse, l'enjeu de base du Bilan de Santé, c'est, au lieu de se laisser entraîner dans du transfert d'aides entre secteurs, d'adap-

ter les soutiens des producteurs aux circonstances, en fonction des prix. Bref, il faut agir à l'américaine.

Une telle souplesse n'est pas conforme, bien sûr, à la doctrine budgétaire actuelle de l'Union européenne, laquelle exige de prévoir le plus précisément possible en début d'année ce qui sera dépensé et, en fin d'année, de retourner les crédits épargnés aux Etats-membres, aucun report n'étant possible.

L'Europe doit se demander là ce qui doit l'emporter : sa vision budgétaire traditionnelle ? ou bien, comme aux Etats-Unis, un souci de préserver en toutes circonstances le dynamisme d'un secteur territorialement étendu

et de plus en plus indispensable pour fournir denrées, matières premières de base et énergie, avec tout ce qui s'y attache aux plans des approvisionnements, des activités et des relations internationales ?

Au cours des dernières semaines, notre ministre de l'Agriculture a déclaré conjointement avec son homologue hongrois, puis son homologue italien, que l'Europe devait déterminer ses objectifs de politique agricole avant de donner un nouveau cadre budgétaire à la PAC.

Il devrait logiquement être sensible à notre message.

ARTICLE REALISE PAR L'AGPB-CEREALIERES DE FRANCE